Tréma

31 | 2009

L'enseignement des langues régionales en France
aujourd'hui : état des lieux et perspectives

L'enseignement du créole à la Réunion, entre coup d'éclat et réalité

Evelyne Adelin et Mylène Lebon-Eyquem

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/trema/991>

DOI : 10.4000/trema.991

ISSN : 2107-0997

Éditeur

Faculté d'Éducation de l'université de Montpellier

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2009

Pagination : 121-132

ISSN : 1167-315X

Référence électronique

Evelyne Adelin et Mylène Lebon-Eyquem, « L'enseignement du créole à la Réunion, entre coup d'éclat et réalité », *Tréma* [En ligne], 31 | 2009, mis en ligne le 01 septembre 2011, consulté le 20 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/trema/991> ; DOI : 10.4000/trema.991

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tréma

L'enseignement du créole à la Réunion, entre coup d'éclat et réalité

Evelyne Adelin et Mylène Lebon-Eyquem

Introduction

- 1 Dans le cadre de la LOUM¹, les ministres de l'Éducation et de l'Outre - Mer octroyaient en octobre 2002 le statut officiel de langue régionale aux quatre créoles des DOM (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion). Ce discours ministériel, attendu ardemment depuis la départementalisation par les militants créolistes, identifie dès lors les langues et les cultures des départements d'Amérique et de l'Océan Indien « comme susceptibles de bénéficier de droits à l'intérieur de l'État » (FATTIER, 2001, p. 156). À La Réunion, cette décision a été assurément accueillie comme une avancée indéniable de la politique linguistique française en faveur des créoles. Les mesures institutionnelles prises dans la foulée ont d'ailleurs semblé le confirmer : en 2001, un CAPES de LCR est créé, suivi d'un CRPE – spécial bilingue – langue régionale, s'ajoutant aux habilitations en LCR qui, seules, jusqu'alors pouvaient être obtenues par les enseignants. En 2002, une licence de créole voit le jour à l'Université réunionnaise.

*

- 2 Nonobstant, on peut se demander si toutes ces dispositions ont réellement eu un but autre que symbolique. Avec le recul de huit années d'application possible de la loi DEIXONNE, la légitimité du créole dans la sphère scolaire locale semble loin d'être incontestable.
- 3 Après avoir présenté la situation sociolinguistique de l'île, nous nous intéresserons en effet aux actions concrètes menées sur le terrain par les instances académiques et à leurs effets. Ceci nous amènera en conclusion à interroger les perspectives d'avenir de l'enseignement du créole à La Réunion.

I. Une situation sociolinguistique dynamique

- 4 Traditionnellement, la situation sociolinguistique réunionnaise a toujours été décrite comme diglossique, partagée entre créole et français. Si ce fut globalement le cas à l'ère coloniale, les choses ont cependant quelque peu évolué depuis la départementalisation en 1946.
- 5 Certes, l'épilinguistique des Réunionnais continue, aujourd'hui encore, d'assigner un statut de langue basse dominée au créole et de langue haute au français. Ce dernier reste en effet socialement valorisé tandis que le créole est assimilé à un système dénigré sur le plan social. Mais bien que la minoration de la langue régionale perdure, il est depuis peu constaté une certaine « décripation » à l'égard du créole (TUPIN, FRANÇOISE & COMBAZ, 2005 ; Rapanoël, 2007), probablement due aux dernières mesures en sa faveur. Un récent sondage² montre ainsi que le créole est considéré comme véhiculant une forte valeur identitaire et est nettement moins stigmatisé qu'auparavant. De fait, si le conflit linguistique semble s'être atténué, notamment lorsqu'il est question du créole dans la société civile, il n'est toujours pas totalement exclu lorsque l'on aborde le sujet du créole à l'école. La seule différence notable est que cette dénégation se fait à bas bruit. Le créole n'est plus interdit dans les classes mais la grande majorité des enseignants, des chefs d'établissement et des parents d'élèves, « convaincue que le créole constitue un obstacle

atavique à surmonter pour progresser » (PRUDENT, 2005, p. 370), persiste à croire qu'il ne s'agit pas d'une langue, qu'il n'a pas de grammaire et entrave l'apprentissage du français.

- 6 Au niveau des pratiques langagières, le binarisme attribuant créole d'une part et français de l'autre dans un partage « convenu » de situations de communication n'est également plus de mise. L'allongement de la scolarité, la multiplicité des mouvements de population favorisés par l'amplification des dessertes aériennes en provenance et en direction de la métropole, l'accès à la télévision et aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ont invité le français dans la sphère familiale et immanquablement engendré le développement de contacts entre les deux langues. Fait établi, les Réunionnais usent dans leurs pratiques langagières quotidiennes de plus en plus de stratégies communicatives qui les conduisent souvent à des « mélanges » dont certains sont totalement imprévisibles et originaux (cf. par exemple BAVOUX, 2000, LEDEGEN, 2003, LEBON - EYQUEM, 2003 et 2004, PRUDENT, 2005). Loin du modèle diglossique, tel qu'il a été lancé par Charles FERGUSON en 1959, ou du modèle continuiste appliqué à la situation réunionnaise par M. CARAYOL et R. CHAUDENSON en 1978, le système de communication local est dorénavant perçu et étudié par les chercheurs locaux comme un macro - système (PRUDENT et MERIDA, 1984) que certains nomment alors le « réunionnais » (SIMONIN, 2001, Lebon - EYQUEM, 2003 et 2004, GEORGER, 2005). Composés en plus du français et du créole, de toute une gamme de variations, née de l'hybridation de ces deux langues où basilectes et acrolectes s'entremêlent, les échanges communicationnels contribuent encore pour l'instant à assurer au créole une grande vitalité, contrairement aux langues régionales du sol métropolitain. Ce dernier se risque même à apparaître aujourd'hui dans des lieux où il n'était guère admis auparavant, comme dans les espaces énonciatifs publics et notamment sous une forme écrite (émissions télévisées et radiophoniques, panneaux d'affichages et spots publicitaires).
- 7 On peut se demander alors comment sont gérés dans l'île, la complexité des pratiques langagières des Réunionnais, les représentations et le nouveau discours officiel national concernant les langues régionales. Quelle est la politique linguistique à La Réunion ?

II. La politique linguistique éducative au sein de l'académie

II. 1. Des changements pro - Langues et Cultures régionales (LCR) manifestes ...

- 8 Avant la LOUM, le créole n'est assurément pas complètement « absent » des préoccupations concernant l'école. Cependant, tous les travaux tentant de décrire et de tenir compte des réalités socioculturelles et sociolinguistiques sont dans l'ensemble ignorés par les milieux décisionnaires. Il faudra en réalité attendre la fin des années 1990, avec l'arrivée d'un nouveau recteur, P. GENESTE, pour que de véritables débats d'idéologies pro / anti - français s'engagent publiquement et qu'il ne soit plus de bon ton, du moins dans les discours officiels sur le système éducatif réunionnais, de stigmatiser le créole. On verra dans ce nouveau contexte se tenir un séminaire sur la maîtrise du langage en 1999, où la place du créole à l'école est centrale. Une recherche - action sous la direction scientifique de P. FIOUX (1999), soutenue par le rectorat, invitera par ailleurs à prendre en considération le créole à l'école, dès la maternelle.

- 9 Les conséquences de cette ouverture sont visibles également au niveau de la formation initiale et continue des enseignants de LCR à l'IUFM comme à l'Université. A l'instar de M. R. DUPUIS (2005) qui dresse le bilan de la politique linguistique en faveur de la prise en compte du créole à l'école, on peut noter que l'offre pour les enseignants s'est considérablement élargie en ce qui concerne la formation initiale et continue, avec des contenus qui se sont précisés au fil des années. En 1982, a été pour la première fois ouverte une formation à l'École Normale pour l'option facultative « langue régionale », qui n'a cependant été proposée au concours qu'en 1991. Il s'agissait d'une épreuve de traduction d'un texte du français au créole. Le référentiel d'évaluation a été complété en 1994, après la transformation de l'École Normale en IUFM. Enfin, les dernières mesures ont été adoptées en 2001 : si on y retrouve toujours la préparation à l'option facultative de « langue régionale » qui concerne 51 heures de la formation, y est adjointe désormais la possibilité de préparer le Concours de Recrutement des Professeurs des Écoles spécial LCR. Dans ce dernier cas, les candidats ont au programme 60 heures de formation la première année. Une option LCR est également ouverte pour les stagiaires de deuxième année. Concernant la formation continue, si aucune formation relative au créole n'était dispensée avant les années 1990, les professeurs des écoles peuvent dorénavant suivre des stages sur des thématiques telles que l'enseignement du français en milieu créolophone ou la littérature de l'Océan Indien.
- 10 L'Université de La Réunion propose également une formation en créole de très bonne facture depuis 2000. La licence LCR ouverte à tous les étudiants justifiant d'une L2 en Sciences Humaines, constitue une base solide pour la préparation au CAPES LCR : avec 24 admis au CAPES sur un total de 39 pour l'ensemble des DOM, et pour des postes offerts au concours de plus en plus réduits (4 en 2008), l'académie dispose du plus grand nombre d'enseignants de LCR créole qualifiés dans le second degré. En outre, les étudiants de Lettres en deuxième année (L2) peuvent suivre deux semestres de Langues et Cultures régionales et ceux de Licence de Lettres, une option mineure. Depuis 2008, une unité d'enseignement pré - professionnel intitulée, « Langue et culture créoles dans la formation des enseignants » a aussi vu le jour. Peuvent s'y inscrire, les étudiants de L3 de Lettres Modernes ou Langue Étrangère.
- 11 Les effets de la politique d'ouverture se font sentir également sur le terrain : suivant l'« impulsion » institutionnelle, les quatre coins de l'île ont vu depuis 2001 se multiplier, au fil des ans, des classes proposant une sensibilisation à la LCR ou son enseignement sous forme d'option ou d'enseignement bilingue³. Ainsi, la LCR concerne aujourd'hui de nombreux niveaux de la maternelle à la terminale. Bien qu'encore timide, l'offre reste croissante. De plus en plus de lycées (en première, seconde et terminale) et de collèges (essentiellement en 4e et 3e) proposent l'option LCR, depuis 2001 (14 collèges sur un total de 81 et 5 lycées sur les 45 lycées de l'île). Il est même possible maintenant de la choisir comme langue vivante obligatoire ou facultative au bac - calauréat⁴, chose impensable il n'y a même pas dix ans.
- 12 Les avancées semblent donc être considérables si on se réfère à l'époque des débuts de la départementalisation où l'usage du créole était proscrit en classe (FIOUX, 1999, p. 195) et où les universitaires défenseurs du créole étaient systématiquement associés à des indépendantistes et bannis de l'enceinte du rectorat. Pour autant, au terme des huit ans d'application de la loi DEIXONNE, le bilan de la politique linguistique en faveur de la LCR reste avant tout mitigé.

II. 2. ... mais des difficultés de mise en œuvre

- 13 Sous ces appareils positifs d'intégration de l'enseignement de la LCR au système éducatif réunionnais, divers constats portent à croire que l'entrée « officielle » du créole à l'école n'a pas été suffisamment préparée, ni les enjeux suffisamment pris en considération. Sont alors remis en question tant les soubassements de ces changements que l'engagement des institutions en matière de politique linguistique.

II. 2. 1. Une offre supérieure à la demande

- 14 On constate peu d'engouement de la part des enseignants du premier degré pour demander une habilitation qui leur permettrait de dispenser un enseignement bilingue, une sensibilisation à la LCR ou encore un enseignement optionnel. Certes, le nombre de professeurs des écoles habilités a augmenté (27 enseignants habilités LCR en 2007 et 67 à la rentrée 2008, une centaine d'enseignants habilités définitivement ou habilités provisoirement en 2008). Toutefois leur proportion reste très négligeable par rapport au nombre global d'enseignants. Mais bien qu'ils ne soient guère nombreux, peu de ces maîtres dispense effectivement l'enseignement de la LCR en option. Sur les 538 écoles que compte l'île, avec un effectif de 45 200 enfants répartis en maternelle et 77 400 en élémentaire, seuls 4 classes de cycle 2 et 3 s'y attèlent, soit moins de 1 % des élèves réunionnais. En effet, au primaire, l'enseignement des langues étrangères est mis en concurrence avec celui de la langue régionale et les parents préfèrent que leurs enfants apprennent l'anglais ou l'espagnol, estimés être plus « utiles ». Les enseignants souhaitant intégrer la donne créole dans leur classe se contentent donc d'une sensibilisation à la LCR qui ne nécessite pas l'adhésion des familles. Quant aux classes proposant un enseignement bilingue à parité horaire, elles sont encore plus rares dans le paysage éducatif et n'ont été expérimentées qu'en maternelle : seulement 2 classes bilingues de 2002 à 2006, aucune en 2007 et 8 en 2008.
- 15 Dans le second degré, l'enseignement du créole ne mobilise guère plus les familles. Outre le fait qu'il ne s'adresse qu'aux élèves de 4^e et de 3^e, créant une coupure de deux ans avec l'éventuelle sensibilisation effectuée ou l'option suivie au primaire, selon F. TUPIN (1999), peu de familles sont informées de la possibilité de bénéficier de cet enseignement. Celles qui le sont, s'avèrent peu favorables à l'introduction du créole à l'école, aussi leurs enfants voient-ils leur possibilité d'étudier cette variété extrêmement réduite.
- 16 En fait, au collège, c'est lors de la première année où l'option a été dispensée (2001) que l'île a enregistré le taux d'inscription en LCR le plus élevé (18 % des élèves inscrits) et ce, très probablement en raison de la curiosité suscitée par cette nouvelle matière. Toutefois, ce chiffre s'avère très bas et cet enseignement très circonscrit puisque seuls deux collèges ont été concernés. En outre, depuis les effectifs ont chuté (entre 2 et 10 % en 2002) et n'augmentent à nouveau que très lentement depuis 2003. Au lycée, le nombre des élèves inscrits en LCR connaît également une augmentation sensible mais on constate une stagnation depuis 2005 autour d'une moyenne de 7 %.
- 17 Les établissements précurseurs de l'enseignement de la LCR voient même leur effectif diminuer. Ainsi, au lycée Stella à Saint Leu qui est le seul à proposer l'option depuis la rentrée 2001, bien que le nombre d'élèves global soit en augmentation, on recense une baisse de près de deux - tiers des apprenants inscrits en LCR dans les classes concernées

(27 % en 2001 - 2002 contre 10 % en 2008 - 2009). Il en est de même pour les deux collèges opérationnels pour l'enseignement du créole dès le départ. Ainsi, au collège Deux - Canons, on compte 50 % d'élèves en moins entre 2001 et 2007 et 6 fois moins d'élèves inscrits au collège de Bras - Panon entre 2001 et 2006.

- 18 Deux raisons peuvent expliquer cette situation. La première est qu'il n'est pas rare qu'un chef d'établissement de collège ou de lycée cesse d'autoriser, ou refuse de façon unilatérale qu'un enseignement de LCR soit dispensé, et ce, indépendamment de la demande des familles ou de la présence d'un enseignant de créole au sein de l'établissement en question. La deuxième est que les élèves eux - mêmes (soutenus ou non par leur famille) ne renouvellent pas toujours leur choix pour l'option LCR, ce qui engendre une discontinuité au niveau des apprentissages. On compte, par exemple, 86 élèves en 2005 en 4e et 108 élèves en 3e en 2006, mais 89 élèves inscrits en 4e en 2007 et seulement 17 en 3e à la rentrée 2008. Au lycée, on remarque généralement une baisse des effectifs en 1re par rapport à la 2nde, mais des effectifs supérieurs à ceux de la seconde en terminale. Si l'on suit par exemple les effectifs depuis la promotion de 2nde à la rentrée 2006, on peut ainsi noter que 26 élèves ont choisi l'option LCR à leur entrée en 2nde. A la rentrée suivante, en 1re, on compte 50 % d'effectifs en moins (13 élèves). En revanche, à la rentrée 2008, en terminale, 41 élèves optent pour l'option LCR.
- 19 En réalité, il existe une grande disparité parmi les établissements. On note ainsi une répartition déséquilibrée des effectifs selon les collèges. Sur les 8 années d'existence de l'option LCR, les effectifs par collège vont en effet de -1 % à 24 % des élèves inscrits en LCR pour les classes proposant l'option. On peut relever par exemple, en 2008, qu'un seul élève s'est inscrit en LCR pour la première fois à Joseph HUBERT alors qu'ils sont 60 dans le même cas à Plateau Goyave. Toutes ces fluctuations d'effectifs ne sont assurément pas sans conséquences sur les services des capésiens de créole. Tributaires de la demande sociale et du bon vouloir de leur chef d'établissement, certains titulaires comme stagiaires sont contraints de n'enseigner que leur seconde valence (DUPUIS, 2005).

*

- 20 Face à ce bilan, il n'est pas vain de rappeler, à l'instar de F. TUPIN (1999), qu'une expérience d'aménagement linguistique au plan scolaire ne peut se dérouler avec bénéfice qu'à condition d'obtenir l'adhésion du corps social. Or, il semblerait qu'à La Réunion les conditions ne soient pas réunies pour que cela soit pour l'instant envisageable. Comme nous l'avons vu dans le chapitre concernant les représentations, les Réunionnais restent encore frileux quant à la prise en compte du créole à l'école élémentaire et dans le secondaire, que ce soit en tant que médium d'enseignement ou non. La remise en question, même partielle du monopole du français à l'école, ne semble pas recueillir beaucoup d'adhésion, aujourd'hui encore. Ainsi, les décisions en matière de politique linguistique échappent tant aux chercheurs qu'aux praticiens et ici encore le rôle des autorités est fondamental (TUPIN, 1999). Il aurait fallu que ces derniers engagent « une démarche volontariste d'information de manière à modifier les représentations collectives ; condition préalable à toute action de cette nature » (TUPIN, 1999, p. 152).

II. 2. 2. Des problèmes d'ordre technique

- 21 Il semblerait qu'en amont, les problèmes d'ordre technique n'aient pas non plus été envisagés. Selon L. F. PRUDENT, « trop de mesures claires et visibles manquent sur un plan pratique » (2005, p. 371). Ainsi, M. R. DUPUIS (2005) indique qu'à l'IUFM, la formation des enseignants en LCR se heurte à des problèmes organisationnels qui rendent difficiles ses interventions. Comme les stagiaires titulaires du CRPE spécial LCR sont peu nombreux (un en 2002, deux en 2003), ils doivent se joindre à ceux qui suivent l'option LCR offerte en deuxième année. Cependant, les créneaux horaires proposés ne correspondent pas toujours à leur disponibilité et au vu de leur emploi du temps très chargé, il s'avère compliqué de concevoir et d'assurer matériellement cette formation spécifique. On remarque, par ailleurs, que les modalités de concours de CRPE ne comptant pas la LCR comme une option à part entière, à égalité par exemple avec les arts plastiques, défavorisent les stagiaires qui ont pris l'option en première année. Les coupes dans les heures de formation ne sont pas non plus anodines. Ainsi, outre le fait que l'option LCR de deuxième année n'ait pour but que de sensibiliser et d'initier à la LCR, ne sont dorénavant prévues que 20 heures de formation contre 51 heures jusqu'en 2001, ce qui n'est assurément guère suffisant pour former convenablement des futurs enseignants n'ayant pour la plupart aucune connaissance de base en (socio)linguistique.
- 22 La situation des stagiaires titulaires du Capes, en deuxième année est également préoccupante, puisque les outils pédagogiques font défaut même si quelques ressources pédagogiques, trop rares certes mais de qualité (manuels et dictionnaires) existent dans les collèges et lycées. En outre, si un programme vient juste d'être défini par le Conseil Académique de la Langue et de la Culture Réunionnaises, pendant longtemps, comme le note N. BIGOT (2005), enseignante dans le second degré, il a régné un flou permanent quant aux véritables buts de cet enseignement.
- 23 Le corollaire à cette difficulté est la question des stratégies didactiques et pédagogiques soulevée aussi bien par les formateurs que par les enseignants de terrain alors que la formation existe depuis huit ans déjà :
 - « Il n'y a pas de directives ministérielles concernant les contenus, les objectifs, les compétences, les progressions pour chaque niveau. [...] L'enseignant de LCR doit à la fois innover, inventer, tester, analyser des outils, des méthodes, des théories, tout cela en même temps qu'il doit analyser et corriger ses pratiques de classe » (DUPUIS, 2005, p. 159).
- 24 Loin d'apprécier cette grande liberté, beaucoup d'enseignants, les débutants comme les chevronnés, indiquent qu'elle les insécurise et ce d'autant plus qu'ils doivent procéder à des choix fondamentaux qui concernent l'objet d'enseignement lui-même. Leurs difficultés sont d'autant plus accentuées que la norme du créole n'est pas fixée. Ils ne disposent alors que des outils de référence traditionnels mais ceux-ci sont loin d'être homogènes et selon bon nombre de locuteurs, ne reflètent pas les usages courants et variés des Réunionnais. Ces ouvrages s'appuient sur des corpus basilectaux préconisant une norme unique tout comme les rapports de jury de CAPES de créole : les structures lexicales ou grammaticales trop proches du français sont jugées incongrues, à l'oral comme à l'écrit. Les certifiés se retrouvent ainsi souvent démunis et tiraillés entre les pratiques effectives des locuteurs et les travaux normatifs sur le créole. Il en est de même concernant la graphie à adopter. Les enseignants sont actuellement contraints de jongler

avec cinq systèmes d'écriture existants – une étymologisante et quatre à base phonologisante (GAUVIN, 2005) puisque aucun d'eux n'a été officialisé.

- 25 Ainsi, on peut déplorer que les vrais problèmes éducatifs et les outils nécessaires pour un enseignement efficace de la LCR sont superbement relégués en second plan, pour ne pas dire ignorés. En d'autres termes, a été mis en place « un enseignement de la LCR sans savoir quels seront la place et le rôle de la LCR dans le système éducatif domien » (CHAUDENSON, 2006, p. 235). Les instances institutionnelles académiques se sont contentées du strict minimum. Pour R. CHAUDENSON, « elles s'accommodent tout à fait de « recherches alibis », sans incidences concrètes » (2006, p. 234). Selon beaucoup de (socio)linguistes, seules ont été mises en place quelques mesures parcellaires pour tenter de respecter les directives académiques et ministérielles qui ne satisfont que quelques militants. La création du CAPES créole, mesure prétendument majeure et révolutionnaire, n'a ainsi pas beaucoup d'incidences sur le rendement du système éducatif réunionnais. Elle peut même non seulement comporter des risques en dispensant les autorités académiques d'actions réellement efficaces en faveur de l'école mais plus grave encore, se transformer en « accélérateurs de dépréciation symbolique » (Prudent, 2005, p. 371).

Conclusion

- 26 En dépit d'avancées indéniables, le bilan en matière de LCR reste très mitigé en raison du manque d'une réelle politique linguistique spécifique dans l'île. Sans véritable promotion de la langue créole, ni de vrais encouragements pour le système éducatif sur le terrain, tout laisse croire que l'on demeure dans le domaine du symbolisme, avec des résistances qui s'avèrent encore très prégnantes.
- 27 Pour autant, ce mauvais départ ne devrait pas augurer de l'avenir de l'enseignement de la LCR qui, au vu des derniers constats, semble davantage prometteur. Comme nous l'avons indiqué, une modification des représentations face à la langue créole est en cours. Elle s'avère, certes lente et progressive mais cette décrispation laisse présager, à plus ou moins long terme, une meilleure compréhension des enjeux de l'enseignement de la LCR de la part de la population. Des initiatives, issues d'associations diverses s'entreprennent par ailleurs hardiment dans ce sens. On peut citer parmi elles l'Office de la Langue Créole de la Réunion (*Lofis*) piloté par Axel GAUVIN, qui cherche à promouvoir la langue créole en articulant les pratiques des locuteurs, leurs attitudes et représentations liées au créole avec le discours scientifique. Dans ce but, un programme d'observation de la langue créole a été mis au point. Il a été demandé à l'institut de sondage IPSOS une étude afin de disposer d'informations sur la pratique et la transmission du créole réunionnais, la lecture et l'écriture du créole réunionnais ainsi que sur le créole dans les médias. En partenariat avec un laboratoire de recherche de l'université de La Réunion, *Lofis* a organisé en mai 2009, un colloque sur la question orthographique. Des propositions pour une orthographe consensuelle et fonctionnelle sont en train d'être émises et discutées au sein d'une équipe pluridisciplinaire comprenant des universitaires, des enseignants, des artistes et d'autres membres de la société civile. D'autres associations tout aussi motivées et composées d'enseignants, telles que l'*Association des Certifiés de Créole de la Réunion* (ACCR), *Lantant LCR* ou encore *Tikouti*, s'attellent de leur côté à mutualiser les pratiques et à encourager la production d'outils pour la classe. Au rythme d'initiatives personnelles et collectives, l'on s'accorde à dire que *ti lanp ti lanp5*, la situation évolue. On peut donc

espérer que l'école réunionnaise puisse un jour permettre à chaque enfant de gérer sa diversité linguistique et de la transformer en richesse.

BIBLIOGRAPHIE

- BAVOUX, C. (2000). Existe - t - il un parler jeune à la Réunion ? Compte rendu d'une enquête auprès de six groupes d'élèves et d'étudiants, *Études créoles*, L'Harmattan, OIF, vol. XXIII, n°1, pp. 34 - 45.
- BIGOT, N. (2005). Le créole écrit, le créole à l'école, Prudent, L - F. et al. (Eds), *Du plurilinguisme à l'école. Vers une gestion coordonnée des langues en contextes éducatifs sensibles*, Peter Lang, Bern, pp. 113 - 122.
- CARAYOL, M., CHAUDENSON, R. (1978). Diglossie et continuum linguistique à la Réunion, GUENIER, N., et al., *Les Français devant la norme*. Paris : Champion, pp. 175 - 200.
- CHAUDENSON, R. (2001). Le CAPES de créoles : approches historique et linguistique, *Études créoles*, L'Harmattan, OIF, vol. XXIV n°1, pp 37 - 79
- CHAUDENSON, R. (2006). Compte rendu, *Études créoles*, L'Harmattan, OIF, vol. XXVIII, pp. 227 - 242.
- DUPUIS, M. R. (2005). Créole et formation des enseignants à La Réunion, PRUDENT, L - F. et al. (Eds), *Du plurilinguisme à l'école. Vers une gestion coordonnée des langues en contextes éducatifs sensibles*, Peter Lang, Bern, pp. 143 - 16⁵
- FATTIER, D. (2001). CAPES de langues et cultures régionales « option créole » ou « option créoles » ? Un point de vue, *Études créoles*, L'Harmattan, OIF, Vol XXIV, n°1, pp. 156 - 163.
- FERGUSON, C. A. (1959). Diglossia, *Word*, 15(2), pp. 232-239.
- FIoux, P. & MARIMOUTOU, J. (1999). *Apprendre à communiquer en maternelle : une observation des pratiques en petite section à La Réunion*. Académie de la Réunion.
- GAUVIN, A. (2005). Les indispensables compromis. Notes sur l'écriture du créole réunionnais, PRUDENT, L - F., et al. (Eds), *Du plurilinguisme à l'école. Vers une gestion coordonnée des langues en contextes éducatifs sensibles*, Peter Lang, Bern, pp. 122 - 142.
- GEORGER, F. (2005). Le réunionnais au secours du créole et du français à l'école, *Études Créoles*, L'Harmattan, OIF, vol. XXVIII n°2, pp 119 - 146
- LEBON - EYQUEM, M. (2003). *Transmission des langues et minoration linguistique*, Mémoire de Maîtrise de Lettres Modernes, Université de La Réunion.
- LEBON - EYQUEM, M. (2004). *Paroles réunionnaises entre créole et français : dynamique conversationnelle et productions interlectales*, Mémoire de DEA « Langage et Parole », sous la direction du Pr. Prudent, L - F., Université de La Réunion.
- LEDEGEN, G. (2003). Regards sur l'évolution des mélanges codiques à La Réunion : l'avènement de l'interlecte, LEDEGEN, G. (éd), *Anciens et nouveaux plurilinguismes*. Actes de la 6e Table Ronde du Moufia, Cortil - Wodon : Editions Modulaires Européennes, pp. 175 - 186.
- PRUDENT, L - F. et MERIDA, J. (1984). ... an langaj kréyol dimi - panaché ... : interlecte et dynamique conversationnelle, *Langages*, 74, pp. 31-45.

PRUDENT, L - F. (2001). La reconnaissance officielle des créoles et l'aménagement d'un CAPES dans le système éducatif de l'outre - mer français, *Études Créoles*, L'harmattan, OIF, vol. XXIV n° 1, pp 80 - 109

PRUDENT, L - F. (2005). Interlecte et pédagogie de la variation en pays créole, PRUDENT, L - F. et al. (Eds), *Du plurilinguisme à l'école. Vers une gestion coordonnée des langues en contextes éducatifs sensibles*, Peter Lang, Bern, pp. 359 - 378.

RAPANOËL, S. (2007). *Les langues à l'école primaire de la Réunion : des représentations diglossiques aux pratiques interlectales*. Thèse de doctorat, Université Grenoble 3 – Université de la Réunion.

SIMONIN, J. (2002). Parler réunionnais ? *Hermès*, n°32 - 33, Paris, CNRS Editions, pp. 287 - 296.

TUPIN, F. (1999). L'école réunionnaise privée de politique d'aménagement linguistique : quelles incidences, quelles remédiations ? *LIDIL*, n°20, Les langues régionales. Enjeux sociolinguistiques et didactiques. Université de Grenoble, pp. 147 - 164.

TUPIN, F. et al. (2005). Enseignants en milieu créolophone : des représentations aux modes d'intervention, PRUDENT, L - F. et al. (Eds), *Du plurilinguisme à l'école. Vers une gestion coordonnée des langues en contextes éducatifs sensibles*, Peter Lang, Bern, pp. 51 - 98.

Académie de La Réunion (lien consulté en juin 2009) : <http://www.ac-reunion.fr/>

ANNEXES

Annexes (note⁶, note⁷)

Évolution des effectifs par niveau, tous collèges confondus

	01-02	02-03	03-04	04-05	05-06	06-07	07-08	08-09
4 ^e	73	40	68	53	86	107	89	113
4 ^e bilingue								86
4 ^e européenne								2
3 ^e	63	15	67	13	51	108	78	16
3 ^e bilingue							5	1
Total 4 ^e	73	40	68	53	86	107	89	201
Total 3 ^e	63	15	67	13	51	108	83	17
Total des élèves inscrits en LCR	136	55	35	66	137	215	172	218
Total des effectifs des classes concernés	750	752	1672	1738	2188	2916	1998	2129
% des élèves inscrits en LCR/ effectifs des classes concernés	18	7	2	4	6	7	9	10

Évolution des effectifs par collège⁶ :

	01-02	02-03	03-04	04-05	05-06	06-07	07-08	08-09	total
Bras-Panon	47 12	38 10	63 15		23 5	8 2			179
Les deux Canons	89 24	17 4	28 7	32 8	32 8	42 10	29 13	25 12	294
Hubert Delisle			22 5						22
Pointe des Châteaux			22 6	4 1	20 5	40 11	34 12	36 13	156
14e km				2 -1	18 3				20
Titan				28 7	44 11	31 9	27 12		130
Bois de Nèfles						14 3	14 8	7 4	35
Jean le Toulec						12 3	14 3	6 2	32
Bouvet						68 13	30 8	35 10	133
Mille Roches							24 9	22 11	46
La Montagne (St-Denis)							23 13	15 11	38
Plateau Goyaves								60 22	60
Joseph Hubert								1 -1	1
Les Alizés								26 23	26

Évolution des effectifs par niveau, tous lycées confondus

	01-02	02-03	03-04	04-05	05-06	06-07	07-08	08-09
2 ^{nde} GT		10	10	26	34	26	26	33
2 ^{nde} européenne				13			9	
1 ^{re} SVT	3	5			7	2	1	3
1 ^{re} L	9	9	3	3	9	7	7	9
1 ^{re} ES		6			14	7	5	2
1 ^{re} ES européenne					3			
1 ^{re} STT		8	1					
Term. SVT		3	1	1	4	4	2	
Term. L		10	9	6	5	17	12	16
Term. ES			6	4	10	26	24	21
Term. ES européenne								4
Term. STT			2					
Total 2 ^{nde}		10	10	39	34	26	35	33
Total 1 ^{re}	12	28	4	3	33	16	13	14
Total Term.		13	18	11	19	47	38	41
Total des élèves inscrits en LCR	12	51	32	53	86	89	86	88
Total des effectifs des classes concernées par l'option	45	355	600	1392	1549	1416	1074	929
% des élèves inscrits en LCR/ effectifs des classes concernées	27	14	5	4	6	6	8	9

Évolution des effectifs par lycée⁷

	01-02	02-03	03-04	04-05	05-06	06-07	07-08	08-09	total
Stella (Piton St-Leu)	12 27	16 21	4 11	0	0	18 7	36 9	34 10	120
Bras-Fusil (St-Benoit)	0	35 13	26 8	21 10	38 14	33 12	27 11	28 16	208
Bois-Joly Potier (Le Tampon)	0	0	2 - 1	6 3	10 4	1 - 1	0	0	19
Georges Brassens (St-Denis)	0	0	0	14 3	5 1	8 1	18 14	22 18	67
Jean Hinglo (Le Port)	0	0	0	12 3	33 7	29 13	5 2	4 1	83

Nombre de candidats admis au CAPES de créole

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Guadeloupe	1	1	1	1	1	1	1		7
Réunion	6	4	3	3	3	3	2		24
Martinique	3	3	1	0	0	0	1		8
Total	10	8	5	4	4	4	4		

NOTES

1. La Loi d'Orientation pour l'Outre - Mer.
2. Sondage Lofis / Ipsos mené du 23 mars au 4 avril 2007 auprès de 505 personnes, à La Réunion.
3. Il faut noter que l'enseignement du créole à La Réunion n'est dispensé que dans le contexte scolaire et public. De nombreuses associations œuvrant pour la promotion de la culture et de la langue régionale existent, mais ne dispensent pas directement d'enseignement.
4. Deux candidats ont présenté le créole comme deuxième langue obligatoire au baccalauréat 2007 (possibilité offerte depuis la session 2007) et 31 comme option facultative.
5. Petit à petit.
6. En italique, le pourcentage que ces effectifs représentent par rapport au nombre total d'élèves inscrits dans les classes proposant l'option.
7. En italique, le pourcentage que ces effectifs représentent par rapport au nombre total d'élèves inscrits dans les classes proposant l'option. Remarque : pas de chiffres communiqués par le rectorat pour le lycée hôtelier La Renaissance où existe un poste d'enseignant LCR fixe.

RÉSUMÉS

Cet article se propose de faire un bilan de la politique éducative en matière de langue et culture régionales menée à la Réunion depuis la reconnaissance officielle du créole comme langue régionale en 2000. En analysant l'évolution des effectifs concernés par la LCR et en listant les difficultés rencontrées sur le terrain par les enseignants, il montre que même si des progrès ont été réalisés, les mesures prises jusqu'à présent relèvent plus du symbolisme que d'une réelle démarche d'intégration du créole à l'école.

This article aims to review education policy in language and culture led in Réunion Island since the official recognition of Creole as a regional language in 2000. By analyzing the evolution of the number of students concerned by the learning of this language and by listing the difficulties encountered in the field by the teachers, this work shows that while progress has been made, measures taken so far are more symbolic than a real process of integration of Creole in schools.

INDEX

Mots-clés : créole, lcr, politique linguistique, Réunion (la)

Keywords : linguistic policy, Reunion island

AUTEURS

EVELYNE ADELIN

Docteur en Sciences du langage

MYLÈNE LEBON-EYQUEM

MCF en Sciences du langage, Université de la Réunion LCF UMR 8143 CNRS